



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25/26, Rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 30/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PROCTER ET GAMBLE BLOIS

126 avenue de Vendôme
41000 Blois

Références : 2025-339
Code AIOT : 0010004219

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2025 dans l'établissement PROCTER ET GAMBLE BLOIS implanté 126, Avenue de Vendôme 41000 Blois. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Afin de tester les dispositions prévues par le Plan d'Opération Interne existant et le Plan Particulier d'Intervention au niveau de l'établissement exploité par la société PROCTER ET GAMBLE, un exercice PPI engageant le personnel de la société PROCTER ET GAMBLE et celui des services de l'État a été réalisé le 2 avril 2025. La visite d'inspection est en lien avec cet exercice.

Scénario : Un chariot prend feu dans le magasin 2 du site PROCTER ET GAMBLE, l'incendie se propage dans le magasin. La défaillance d'un pollustop entraîne un risque de pollution du réseau d'assainissement par les eaux d'extinction.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROCTER ET GAMBLE BLOIS
- 126, Avenue de Vendôme 41000 Blois
- Code AIOT : 0010004219
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'usine PROCTER ET GAMBLE de Blois est spécialisée dans la fabrication de shampoings, après-shampoings et gels douche pour le marché grand public.

Elle emploie environ 390 personnes, et se situe au Nord de la zone industrielle de Blois, à environ 1,5 km au Nord-Ouest du centre ville de Blois.

Elle relève du statut SEVESO Seuil Haut (utilisation de produits dangereux pour l'environnement aquatique).

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements envtx
- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Alerte	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
2	Mise en oeuvre des moyens POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
7	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Mise à jour du	Code de l'environnement du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	POI	27/09/2020, article R.515-100	
4	Réalisation d'exercice POI	Arrêté Ministériel du 27/09/2020, article R.515-100	Sans objet
8	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Alerte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'Opération Interne
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Annexe V : Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021</p> <p>[...] e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ; [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de l'exercice PPI, il est considéré un départ de feu au niveau du magasin 2. Cela a été simulé par des générateurs de fumées, mis en route à 9h.</p> <p>La fumée a été identifiée par un personnel présent dans la zone qui a actionné le bouton poussoir n°66 et appelé le poste de garde à 9h04.</p> <p>L'alarme d'alerte et l'appel des pompiers a été réalisé depuis le poste de garde à 9h06. Les acteurs POI se sont réunis au poste de garde.</p> <p>L'alarme d'évacuation a été déclenchée à 9h14, en raison de la présence de fumée.</p> <p>Le POI prévoit dans la fiche "A1d-Fiche Réflexe Directeur" que le DOI informe les autorités suite à l'évacuation (Préfecture, Police, DREAL, SDIS, Mairie de Blois).</p> <p>Dans le cadre de l'exercice, le DOI a appelé la Préfecture à 9h25. En revanche, il n'a pas informé l'ensemble des autorités identifiées dans le POI, en particulier la DREAL et la mairie de Blois n'ont pas été appelées.</p> <p>Dans la suite de l'exercice, le DOI a décidé de déclencher la sirène PPI à 9h52 en raison de la forte présence de fumées et de la défaillance d'un pollustop pouvant entraîner un risque de pollution</p>

au-delà des limites de propriétés.

Le POI prévoit dans la fiche "A1d-Fiche Réflexe Directeur (2)" que le DOI informe les autorités et autres acteurs du déclenchement de la sirène PPI (Préfecture, DREAL, voisins, sociétés extérieures, siège social, assureur, famille des victimes, famille des intervenants si l'intervention est longue).

Dans le cadre de l'exercice, le DOI a appelé la Préfecture à 9h53 pour l'informer du déclenchement de la sirène PPI. L'appel des entreprises voisines a été mené par les personnes présentes au poste de garde dès 9h54. **En revanche, l'ensemble des autorités et autres acteurs identifiés dans le POI n'a pas été informé par l'exploitant suite au déclenchement de la sirène PPI.**

Suite au déclenchement du PPI par la Préfecture, le DOI a transmis sa fonction à un autre acteur afin de se rendre au COD accompagné par un technicien HSE.

Le POI prévoit dans la fiche "A1d-Fiche Réflexe Directeur (2)" que le DOI désigne un ou plusieurs représentants pour rejoindre la préfecture. **Il pourrait utilement être précisé dans le POI quels acteurs doivent se rendre préférentiellement au COD en Préfecture.**

Conclusion :

L'exploitant a tenu la Préfecture (autorité responsable du déclenchement du PPI) informée des évolutions de la situation dans le cadre de l'exercice. Néanmoins, l'ensemble des autorités / acteurs identifiés dans le POI n'a pas été informé lors de l'exercice PPI.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en œuvre les actions correctives et transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Mise en oeuvre des moyens POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V

Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'Opération Interne

Prescription contrôlée :

Annexe V : Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021

[...] c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ; [...]

Constats :

Il est constaté que le POI n'identifie pas clairement l'incendie du Magasin 2 dans la partie "C - ÉVALUATION DES RISQUES" détaillant pour chaque scénario les actions et moyens à mettre en

œuvre. Néanmoins, lors de l'exercice PPI, plusieurs mesures ont été réalisées par l'exploitant, en particulier :

- évacuation et recensement de l'ensemble du site,
- coupure des énergies,
- déclenchement des pollustops,
- déclenchement du désenfumage (par le SDIS).

Le nouvel outil de recensement a bien fonctionné selon l'exploitant. **Il a toutefois identifié plusieurs axes d'amélioration suite à cet exercice** : adaptation de la fiche de recensement ESI, dispositif de recensement des membres des *utilities* à mettre en place, liste des visiteurs et du personnel présent à extraire dès le déclenchement de l'alerte, problématique de la sirène d'évacuation non audible en plusieurs endroits de l'usine à résoudre, La gestion de crise lors de l'exercice s'est déroulé au poste de garde. **La configuration de cet espace est peu adapté à la tenue d'une intervention longue et au partage d'information entre les nombreux acteurs POI.**

Par ailleurs, **le SDIS a formulé plusieurs observations** : les rôles des différents acteurs POI n'étaient pas immédiatement identifiables, le PC exploitant devrait disposer d'un plan du site permettant de faire des points de situation notamment avec les pompiers, il n'a pas été identifié de correspondant exploitant principal au niveau du PC exploitant.

Conclusion :

L'incendie du Magasin 2 ne fait pas l'objet d'une fiche scenario dans le POI.

Les améliorations tirées du retour d'expérience de cet exercice doivent être mises en place, en particulier concernant le recensement, la sirène d'évacuation, la modification du PC exploitant et la coordination avec le SDIS.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en œuvre les actions correctives et transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.515-100

Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires

Prescription contrôlée :

[...] Ce plan est établi avant la mise en service. Il est [...] mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. [...]

Constats : La dernière version du POI a été mise à jour en date du 1 ^{er} avril 2025. Pas de non-respect des prescriptions constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Réalisation d'exercice POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/09/2020, article R.515-100
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : [...] Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an [...]
Constats : L'exercice PPI du 2 avril 2025, objet du présent rapport, permet également à l'exploitant de tester son POI. Le précédent exercice POI, qui concernait le Magasin 1, a eu lieu le 21 mars 2024. Pas de non-respect des prescriptions constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Liste des substances recherchées et milieux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
Prescription contrôlée : [...] Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...]
Annexe V - i) [...] Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.
Constats : Le POI prévoit dans la fiche "A2b-Fiche Réflexe PC Incend (2)" de contacter BUREAU VERITAS en cas de déclenchement du PPI pour effectuer les premiers prélèvements environnementaux. Cet appel a été réalisé lors de l'exercice PPI. La liste des substances recherchées n'est pas présente

dans le POI.

L'exploitant a transmis le plan de prélèvement environnement post incident établi par la société BUREAU VERITAS pour le site PROCTER ET GAMBLE en date du 28/02/2024. Ce document présente la liste des substances, moyens et méthodes de prélèvement. Il est prévu des mesures de l'air ambiant, des prélèvement surfaciques par essuyage, des mesures du sol, des végétaux, des eaux. Le document précise que les composés à mesurer ont été choisis à l'aide des guides en vigueur à la date du document et des composés présent sur site.

L'étude de dangers précise que dans le cadre de l'incendie du magasin 2, le sodium (Na), le zinc (Zn), le silicium (Si) se retrouveront sous forme oxydée, en grande partie dans les cendres, ils ne sont pas pris en compte dans l'étude de dispersion des fumées. **Les prélèvements prévus par Bureau Veritas ne prévoient pas de rechercher dans les différents milieux le sodium ou le silicium.**

Conclusion :

Le POI ne comprend pas les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis.

Par ailleurs, l'exploitant devra s'assurer de la cohérence des paramètres mesurés avec l'EDD. En particulier, il doit justifier l'absence de recherche des paramètres sodium et silicium.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en œuvre les actions correctives et transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Stratégie de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI

Prescription contrôlée :

[...] Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

[...]

- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;

[...]

<p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]</p> <p>Annexe V - i) [...] Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>La stratégie et les équipements de prélèvement sont prévus par BUREAU VERITAS dans le plan de prélèvement environnement post incident établi par la société BUREAU VERITAS pour le site PROCTER ET GAMBLE en date du 28/02/2024. Cela n'est pas précisé dans le POI.</p> <p>Lors de l'exercice PPI, l'exploitant a demandé à BUREAU VERITAS de prendre en photo les équipements prévus dans le cadre de l'intervention afin de confirmer la disponibilité des matériels prévus dans le plan de prélèvement environnement.</p> <p>Conclusion :</p> <p>Le POI ne comprend pas les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en œuvre les actions correctives et transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 7 : Personnels compétents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des</p>

<p>délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <p>Annexe V - i) [...] Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'appel réalisé lors de l'exercice PPI, BUREAU VERITAS a précisé que deux personnes seraient chargées de réaliser les mesures, avec un délai estimé à 2 heures. Le plan de prélèvement environnement ne précise pas quels organismes sont prévus pour l'analyse des prélèvements.</p> <p>Conclusion : Le POI ne comprend pas les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en œuvre les actions correctives et transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 8 : Liste des produits de décomposition

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Produits de décomposition</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'étude de dangers en vigueur du 13/06/2022 présente les produits de décomposition dans le cadre de l'étude détaillée de dispersion des fumées toxiques issues d'un incendie. Pas de non-respect des prescriptions constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

